



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 47 – Semaine du 29 novembre au 3 décembre 2021

## En bref

### Tunisie :

- Le Président Kaïs Saïed préside une réunion sur la présentation du programme de réformes économiques proposé dans le cadre des négociations avec le FMI
- Le secrétaire général de l'UGTT annonce le lancement d'une étude sur la restructuration des entreprises publiques
- Le déficit budgétaire se résorbe de 4,9 Md TND sur les 9 premiers mois de 2020 à 3,8 Md TND sur les 9 premiers mois de 2021 (de 1,5 Md EUR à 1,2 Md EUR)
- L'OCDE publie des perspectives économiques sur la Tunisie
- La situation des stocks d'eau dans les barrages tunisiens demeure préoccupante
- Les recettes touristiques en légère augmentation au cours des 11 premiers mois de 2021
- La Tunisie accuse une dégradation de sa balance commerciale alimentaire et une baisse de son taux de couverture alimentaire au cours des 10 premiers mois de 2021
- Coronavirus : renforcement des restrictions sanitaires pour les voyageurs

### LE CHIFFRE À RETENIR

1,2 MD EUR

Déficit budgétaire de la Tunisie sur les 9 premiers mois de l'année 2021

### Libye :

- Les revenus de la National Oil Corporation (NOC) pour octobre 2021 augmentent de 6,2% par rapport à septembre et sont 8 fois plus élevés qu'en octobre 2020

## Tunisie

- **Le Président Kaïs Saïed préside une réunion sur la présentation du programme de réformes économiques proposé dans le cadre des négociations avec le FMI**

Le président de la République Kaïs Saïed a présidé le 29 novembre 2021 une réunion au sujet de la situation économique et financière du pays et de la présentation du programme de réformes économiques proposé par le gouvernement dans le cadre des négociations avec le FMI. Cette réunion a rassemblé la cheffe du gouvernement Mme Najla Bouden, la ministre des Finances Mme Sihem Nemsia, le ministre de l'Economie et de la Planification M. Samir Saïed, le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT) M. Marouane El Abassi et la Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères en charge de la coopération internationale Mme Aida Hamdi. Ces orientations devraient être exprimées dans la loi de finances 2022. Le Président Saïed a souligné la nécessité de donner la priorité aux personnes vulnérables dans le programme de réformes, de renforcer la gouvernance, d'assurer la transparence des finances publiques et la justice fiscale, et de « nettoyer » le pays de toutes les manifestations de corruption.

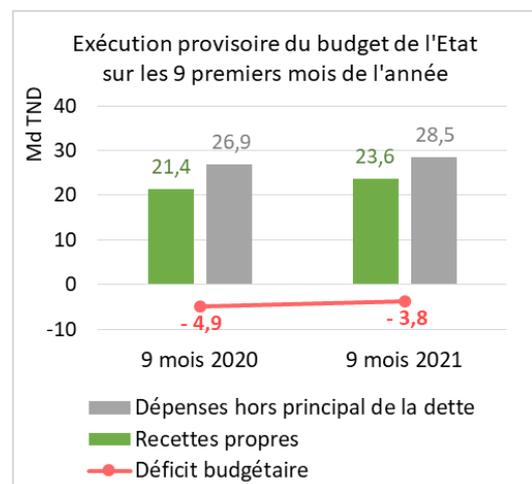
- **Le secrétaire général de l'UGTT annonce le lancement d'une étude sur la restructuration des entreprises publiques**

Le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) M. Noureddine Taboubi a annoncé le 1<sup>er</sup> décembre 2021 le lancement d'une étude qui porterait sur les modalités de réformes de 8 entreprises publiques au cas par cas. Il a précisé que la société des industries pharmaceutiques de Tunisie (Siphat) serait la première concernée par les plans de restructuration, dont la

situation sera examinée conjointement par l'UGTT et le gouvernement.

- **Le déficit budgétaire se résorbe de 4,9 Md TND sur les 9 premiers mois de 2020 à 3,8 Md TND sur les 9 premiers mois de 2021 (de 1,5 Md EUR à 1,2 Md EUR)**

[L'exécution du budget à fin septembre 2021](#) fait état à la fois d'une **hausse des ressources propres (+10,3% en glissement annuel à 23,6 Md TND, soit 7,2 Md EUR)** et **des dépenses publiques hors principal de la dette (+6,1% en g.a. à 28,5 Md TND, soit 8,7 Md EUR)**. Le déficit budgétaire s'est ainsi résorbé de 4,9 Md TND (1,5 Md EUR) sur les 9 premiers mois de 2020 à 3,8 Md TND (1,2 Md EUR) sur les 9 premiers mois de 2021. **La hausse des ressources propres** provient essentiellement des recettes de la TVA (+31,7% à 6,5 Md TND), tandis que les recettes non fiscales ont diminué (-13,1% à 1,3 Md TND). **Côté dépenses**, la masse salariale a continué d'augmenter (+6,8% à 15,1 Md TND, soit 53% des dépenses totales hors principal de la dette). Alors qu'elles s'inscrivaient sur une tendance à la baisse depuis 2020, les dépenses d'interventions et transferts ont augmenté (+6,6% à 5,9 Md TND, en lien avec la reprise des subventions aux carburants suite au renchérissement des prix du pétrole), de même que les dépenses d'investissements (+3,7% à 2,4 Md TND).



Les **ressources d'emprunt (pour répondre au besoin de financement) sur les 9 premiers mois de 2021 ont progressé de 26,9% en g.a. à 11,1 Md TND – 3,4 Md EUR**. Il s'agit pour 49% d'emprunts domestiques et pour 51% d'emprunts extérieurs. Enfin, **l'encours de la dette fin septembre 2021 s'élevait à 101,8 Md TND – 31,2 Md EUR** – et était principalement de la dette extérieure (61%).

- **L'OCDE publie des perspectives économiques sur la Tunisie**

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié le 1<sup>er</sup> décembre 2020 des [perspectives économiques](#) sur la Tunisie. Selon l'organisation, le PIB de la Tunisie devrait croître à un rythme annuel de 3% en moyenne jusqu'en 2023. Si la reprise économique dans les pays principaux partenaires commerciaux de la Tunisie, l'amélioration du taux de vaccination et la reprise du tourisme pourraient permettre de redynamiser l'activité économique tunisienne, l'incertitude politique demeure forte et pourrait brider l'investissement privé. L'OCDE estime que l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques et de la fiscalité permettrait de dégager des marges de manœuvre budgétaires, grâce à une réforme de l'emploi et des entreprises publiques, un retrait graduel des subventions énergétique, une diminution des exonérations fiscales et une amélioration du recouvrement de l'impôt. Cela permettrait de rediriger les dépenses pour investir dans les infrastructures matérielles et sociales et soutenir les ménages vulnérables de façon plus ciblée. L'OCDE souligne par ailleurs que l'allègement des charges administratives et l'assouplissement des obstacles aux échanges permettraient de renforcer la concurrence et l'innovation et dynamiser l'investissement.

- **La situation des stocks d'eau dans les barrages tunisiens demeure préoccupante**

D'après le rapport quotidien de l'Observatoire National de l'Agriculture (ONAGRI), le volume des ressources

hydriques stockées dans les barrages tunisiens a reculé de 20% entre le 1<sup>er</sup> décembre 2020 et le 1<sup>er</sup> décembre 2021. Par ailleurs, les taux de remplissage des 22 barrages des gouvernorats du Nord, des 8 barrages des gouvernorats du Centre et des 6 barrages du Cap-Bon s'élèvent respectivement à 36%, 13% et 18,7% au 1<sup>er</sup> décembre 2021. **La situation est particulièrement préoccupante pour ce qui concerne le plus grand barrage du pays**, situé à Sidi Salem dans le gouvernorat de Béja, qui concentre à lui seul près de 17% des ressources hydriques stockées dans les 36 barrages du pays. Le stock en eau de celui-ci a diminué de 6% entre le 1<sup>er</sup> décembre 2020 et le 1<sup>er</sup> décembre 2021, observant ainsi un taux de remplissage de 16%. Pour rappel, d'après les derniers chiffres du ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, publiés en 2019, l'agriculture consomme 80% de l'eau prélevée, l'industrie 5%, le tourisme 2%, et les foyers 13%.

- **Les recettes touristiques en légère augmentation au cours des 11 premiers mois de 2021**

Selon les indicateurs publiés le 29 novembre 2021 par la Banque Centrale de Tunisie (BCT), le montant des recettes touristiques est passé de 1,86 Md TND (soit 605 M EUR) au cours des 11 premiers mois de l'année 2020 à 1,97 Md TND (soit 642 M EUR) au cours des 11 premiers mois de l'année 2021, soit une augmentation de 6,2%. La reprise des activités liées au tourisme en Tunisie demeure lente et incertaine, à l'instar de l'ensemble des destinations touristiques mondiales. Sous l'effet des multiples restrictions, l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) vient d'annoncer que le secteur du tourisme subit des pertes, au niveau mondial, qui s'élèveront vraisemblablement à 2 000 Mds USD pour l'année 2021. Les évolutions récentes de la situation pandémique montrent que « la situation est totalement imprévisible et que le secteur n'est pas à l'abri d'aléas susceptibles de provoquer d'énormes dégâts économiques », reconnaît M. Zurab Pololikashvili, Secrétaire Général de l'OMT.

- **La Tunisie accuse une dégradation de sa balance commerciale alimentaire et une baisse de son taux de couverture alimentaire au cours des 10 premiers mois de 2021**

D'après l'Observatoire National de l'Agriculture (ONAGRI) le déficit de la balance commerciale alimentaire sur 10 mois, de janvier à octobre 2021, a presque triplé par rapport aux 10 premiers mois de 2020, de 619 M TND (soit 187 M EUR) à 1,70 Md TND (soit 515 M EUR). Cette dégradation est la conséquence d'une baisse des exportations (-13,5%) et d'un accroissement des importations (+11,5%). Plus précisément, **le déficit enregistré est le résultat de l'accroissement des importations céréalières (+20%) d'une part et de la diminution des exportations d'huile d'olive (-33%) d'autre part.** Ceci étant, au cours de la période susmentionnée, les importations de viandes, de pomme de terre et de sucre ont diminué. Les prix à l'exportation ont augmenté de 40,2% pour l'huile d'olive et de 11,5% pour les tomates. A contrario, ceux des dattes, des produits de la pêche et des agrumes ont respectivement reculé de 12,8%, 6,9% et de 7,9%. Par ailleurs, les prix à l'importation des céréales ont connu une hausse de 16,4% pour le blé dur, 28% pour le blé tendre, 33,2% pour l'orge et de 51,6% pour le maïs, tandis que les prix de la viande et de la pomme de terre ont baissé respectivement de 41,4% et de 19,2%. **Le taux de couverture alimentaire est passé, dans le même temps, de 86,7% à 67,3%.**

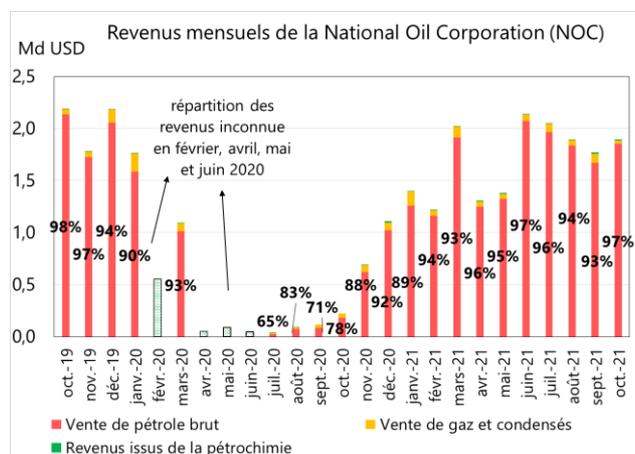
- **Coronavirus : renforcement des restrictions sanitaires pour les voyageurs**

Alors qu'un nouveau variant Omicron se propage actuellement dans le monde, le ministère de la Santé a annoncé de **nouvelles mesures pour les voyageurs à destination de la Tunisie qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2021.** Les voyageurs non-résidents en Tunisie et non vaccinés sont interdits d'accès au territoire tunisien. Tous les voyageurs âgés

de plus de 18 ans doivent désormais présenter un certificat de vaccination ou un passeport vaccinal, et tous les voyageurs âgés de plus de 6 ans doivent présenter un test PCR négatif réalisé moins de 48 heures avant le premier embarquement. Les voyageurs seront également soumis à un test PCR à leur arrivée en Tunisie. Les voyageurs résidents n'ayant pas achevé leur schéma vaccinal doivent effectuer un confinement obligatoire de 10 jours dans les centres aménagés et réaliser un test PCR au cours des dernières 24 heures du confinement obligatoire à leur charge. **La France a également durci ses mesures sanitaires pour les voyageurs en provenance de pays hors UE.** Un test négatif de moins de 48 heures pour sera désormais exigé pour tous les voyageurs provenant d'un pays hors UE. Pour aider la Tunisie à faire face, **la France a livré le 26 novembre 400 000 doses de vaccins anti-covid** dans le cadre de l'initiative Covax. Au 11 novembre, 5 990 946 personnes ont reçu leur 1<sup>ère</sup> dose (50,7% de la population), 4 223 063 ont reçu une 2<sup>ème</sup> dose (35,7% de la population).

## Libye

- Les revenus de la National Oil Corporation (NOC) pour octobre 2021 augmentent de 6,2% par rapport à septembre et sont 8 fois plus élevés qu'en octobre 2020



Les revenus pétroliers pour le mois d'octobre ont atteint 1,9 Md USD, enregistrant une hausse de 6,2% par rapport au mois de septembre. Ils sont 8 fois plus élevés qu'en octobre 2020, un an plus tôt alors que le blocus pétrolier se terminait. Les revenus du mois d'octobre 2021 sont principalement liés aux ventes de pétrole brut (97,1%) et de gaz et condensés (1,8%). Ces bons résultats sont liés à **la hausse des prix du baril**. A ce sujet, le président de la NOC M. Mustafa Sanalla a indiqué être optimiste quant à l'avenir de l'économie libyenne pour les mois à venir, mais que sa

pérennité est liée à la stabilité du secteur pétrolier aujourd'hui politisé « *par un ministère inopérant* ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)